
RÈGLEMENT NO 328-2021 MODIFIANT LE RÈGLEMENT
NUMÉRO 305-2018 PORTANT LA GESTION
CONTRACTUELLE DE LA MUNICIPALITÉ DE STE-IRÈNE

- Considérant que le règlement numéro 305-2018 portant sur la gestion contractuelle de la municipalité de Ste-Irène a été adopté par le conseil de la municipalité à sa séance ordinaire du 5 mars 2018, conformément à l'article 938.1.2 du *Code municipal du Québec* ;
- Considérant que la *Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions* (L.Q. 2021, chapitre 7) a été sanctionnée le 25 mars 2021 ;
- Considérant que dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, l'article 124 de cette loi prévoit que pour une période de trois (3) ans, à compter du 25 juin 2021, les municipalités devront prévoir des mesures afin de favoriser les entreprises québécoises pour tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil décrété pour la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumission publique ;
- Considérant qu'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé et présenté à la séance extraordinaire tenue le 17 mai 2021;

En conséquence, il est proposé par Mme Nancy Lizotte, appuyée par Mme Sarah-Maude Dubé, il est résolu que le règlement numéro 328-2021 modifiant le règlement numéro 305-2018 portant sur la gestion contractuelle de la municipalité de Ste-Irène soit adopté, lequel décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 L'article 2 du présent règlement est effectif à compter du 25 juin 2021, ou du jour de l'entrée en vigueur du présent règlement, selon la plus tardive de ces deux dates, et le demeure jusqu'au 25 juin 2024.

ARTICLE 2 Le règlement numéro 305-2018 portant sur la gestion contractuelle de la municipalité de Ste-Irène est modifié par l'ajout de l'article suivant :

Article 8 Mesures afin de favoriser les entreprises québécoises pour tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil décrété pour la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumission publique

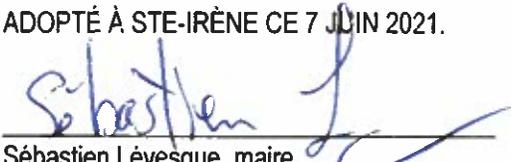
Sans limiter les principes et les mesures énoncés en matière de rotation des fournisseurs prévus au présent règlement, dans le cadre de l'octroi de tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil décrété de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, la Municipalité doit favoriser les biens et les services québécois ainsi que les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec.

Est un établissement au Québec, au sens du présent article, tout lieu où un fournisseur, un assureur ou un entrepreneur exerce ses activités de façon permanente qui est clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

Sont des biens et services québécois, des biens et services dont la majorité de leur conception, fabrication, assemblage ou de leur réalisation sont fait en majorité à partir d'un établissement situé au Québec.

ARTICLE 3 Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À STE-IRÈNE CE 7 JUIN 2021.


Sébastien Lévesque, maire


Mario Lavoie, directeur général par intérim

- Dépôt du projet de règlement lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 17 mai 2021
- Avis de motion donné lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 17 mai 2021
- Adoption du règlement lors de la séance du conseil tenue le 7 juin 2021